

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 77 | 6-12 décembre 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 153 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**7 décembre** : Les autorités ont [arrêté](#) et envoyé en prison Şükrü İpek, un ancien enseignant reconnu coupable de terrorisme pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, laissant sa femme, atteinte de SLA (sclérose latérale amyotrophique) sans soins.

**8 décembre** : Mehmet Emin Özkan, un prisonnier malade de 83 ans, a été [testé](#) positif au Covid-19. Özkan souffre d'Alzheimer, d'anévrisme, de problèmes de tension artérielle et de goitre ainsi que de troubles rénaux et intestinaux. Les autorités ont précédemment ignoré les demandes répétées de sa libération.

**9 décembre** : Les autorités n'ont pas libéré [Bekir Bayram](#), un homme de 72 ans condamné pour des liens présumés avec le mouvement Gülen qui souffre d'insuffisance cardiaque congestive. Les rapports ont indiqué que Bayram devait subir une opération cardiaque dans quelques jours.

**10 décembre** : Hülya Durmuş, une femme de 41 ans souffrant d'un lymphome de stade quatre, a [déclaré](#) dans une lettre qu'elle a publiée sur les réseaux sociaux

qu'elle avait été laissée pour s'occuper de son fils handicapé après l'emprisonnement de son conjoint pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

**9 décembre** : Garibe Gezer, une détenue qui avait précédemment prétendu avoir été battue et harcelée sexuellement par des gardiens de prison à Kocaeli, a été [retrouvée morte](#) dans sa cellule. Les médias ont [indiqué](#) que les avocats n'étaient pas présents lors de l'enquête sur les lieux du crime menée dans la cellule et qu'on ne leur a pas présenté le rapport.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

**9 décembre** : La Fondation turque des droits de l'homme (TİHV) et l'Association des droits de l'homme (İHD) ont [signalé](#) que 17 personnes avaient été enlevées en Turquie au cours des 11 premiers mois de 2021 et que 11 d'entre elles avaient été torturées ou maltraitées au cours de leur disparition.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**6 décembre** : Un procureur d'Istanbul a [inculpé](#) trois travailleurs des déchets qui ont organisé des manifestations après que leurs dépôts ont été perquisitionnés par la police, réclamant jusqu'à 17 ans de prison pour chacun.

**7 décembre** : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation pour exiger la libération d'un prisonnier malade, détenant trois personnes.

**9 décembre** : Le recteur de l'université de Boğaziçi, nommé par le gouvernement, a [déposé](#) des plaintes pénales contre 16 universitaires qui ont participé à une manifestation quotidienne organisée sur le campus contre sa nomination.

**10 décembre** : Le bureau du gouverneur de district d'Antalya a [interdit](#) un rassemblement organisé par les syndicats pour protester contre le coût de la vie.

**11 décembre** : Un procureur d'Istanbul a [inculpé](#) 14 étudiants universitaires qui ont organisé des manifestations contre le recteur de l'Université de Boğaziçi nommé par le gouvernement, demandant des peines de prison pour quatre accusations différentes.

**11 décembre** : La police de Şırnak a [arrêté](#) Serhat Küçük, un cadre d'une association créée pour la solidarité avec les personnes qui ont perdu des membres de leur famille dans le conflit armé dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie.

**12 décembre** : Une manifestation organisée à Ankara par un mouvement de jeunes pour protester contre le coût de la vie a été [accueillie](#) avec brutalité par la police. La police a empêché des bus transportant des manifestants d'Izmir et d'Istanbul d'entrer à Ankara, blessant au moins 10 personnes. La police est également intervenue dans la manifestation dans la ville, arrêtant brièvement au moins 90 personnes.

## **LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS**

**6 décembre** : Un procureur d'Ankara a [inculpé](#) 103 amiraux à la retraite, demandant des peines de prison allant jusqu'à 12 ans pour chacun. Les amiraux sont accusés d'avoir tenté de renverser l'ordre constitutionnel, en raison d'une déclaration commune dans laquelle ils critiquaient les projets du gouvernement de réviser un traité international sur l'utilisation du détroit du Bosphore et des Dardanelles.

**7 décembre** : La Cour européenne des droits de l'homme a [reproché](#) à la Turquie d'avoir violé le droit à la liberté d'expression d'un ancien enseignant, déclarant que les commentaires publics en faveur du mouvement

Gülen avant une tentative de coup d'État en juillet 2016 ne constituent pas un crime.

**7 décembre** : Un membre du MHP d'extrême droite à Konya a [agressé](#) physiquement et menacé de mort le journaliste local Özcan Saraç. L'incident a eu lieu après que Saraç a publié un article sur un cadre du MHP.

**7 décembre** : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) les journalistes Doğan Ergün et İzel Sezer, demandant jusqu'à 11 ans et quatre mois de prison pour un certain nombre d'accusations pour avoir couvert des allégations de corruption impliquant le président.

**7 décembre** : Un tribunal d'Aydın a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations de corruption impliquant une application de portfolio en ligne.

**8 décembre** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) la journaliste Gülşen Koçuk à un an, 10 mois et 15 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

**8 décembre** : La police d'Antalya a brièvement [détenu](#) le journaliste Hazar Dost qui se trouvait dans la province pour suivre l'actualité.

**9 décembre** : Des rapports ont [révélé](#) que Hüseyin Gökoğlu, un politicien kurde dont la maison a été violemment perquisitionnée par la police sans mandat la semaine dernière, a été arrêté pour un interrogatoire sur des accusations d'insulte au président.

**9 décembre** : La police de Malatya a [arrêté](#) deux personnes accusées de diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

**9 décembre** : Les autorités ont [bloqué](#) l'accès à trois reportages sur des allégations de corruption impliquant plusieurs chefs de police de haut rang.

**10 décembre** : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) le journaliste Hasan Cemal, recherchant jusqu'à huit ans de prison pour avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

**10 décembre** : La police de Van a brièvement [détenu](#) le distributeur de journaux Özgür Ali Ağaoğlu sans mandat d'arrêt, confisquant quelque 200 exemplaires des journaux Yeni Yaşam et Xwebûn.

**10 décembre** : La police de Mersin a [arrêté](#) 11 personnes pour avoir prétendument propagé de la propagande terroriste lors des célébrations du Newroz.

**10 décembre** : Un tribunal de Kayseri a [décidé](#) de bloquer l'accès à un article en ligne publié par un observateur de la liberté de la presse pour signaler une précédente interdiction d'accès aux reportages sur un fonctionnaire local qui aurait été battu pour ne pas s'être tenu debout devant un gouverneur de district.

**11 décembre** : La police de Zonguldak a [arrêté](#) une personne pour avoir jeté au sol une photo du président. Plus tard dans la même journée, le détenu a été arrêté par un tribunal pour avoir insulté le président.

**11 décembre** : Les procureurs de Diyarbakır ont [inculpé](#) l'ancien maire de Kars, Ayhan Bilgen, d'avoir insulté le président.

**11 décembre** : Un tribunal d'Antalya a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur un meurtre qui a eu lieu dans un dortoir d'étudiants géré par un groupe religieux.

**12 décembre** : La police a [arrêté](#) trois YouTubers populaires connus pour leurs interviews politiques de rue.

## DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

**10 décembre** : Un tribunal d'Istanbul a [rejeté](#) un appel pour la libération du leader de la société civile Osman Kavala, qui est détenu derrière les barreaux pour une série d'accusations changeantes depuis 2017 malgré une ordonnance de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette décision est intervenue deux jours après que le président Recep Tayyip Erdoğan a [déclaré](#) aux médias que la Turquie continuerait d'ignorer les décisions européennes sur Kavala, se référant peut-être à une récente résolution intérimaire du Comité des ministres du Conseil de l'Europe visant à engager une procédure d'infraction contre Ankara.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**10 décembre** : Un tribunal d'Istanbul a [rejeté](#) un appel pour la libération du leader de la société civile Osman Kavala, qui est détenu derrière les barreaux pour une série d'accusations changeantes depuis 2017 malgré

une ordonnance de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette décision est intervenue deux jours après que le président Recep Tayyip Erdoğan a [déclaré](#) aux médias que la Turquie continuerait d'ignorer les décisions européennes sur Kavala, se référant peut-être à une récente résolution intérimaire du Comité des ministres du Conseil de l'Europe visant à engager une procédure d'infraction contre Ankara.

**10 décembre** : Un nouveau [rapport](#) publié par l'Initiative des avocats arrêtés a révélé que les autorités turques ont poursuivi plus de 1 600 avocats et arrêté 615 d'entre eux pour terrorisme depuis un coup d'État manqué en 2016.

**11 décembre** : L'avocate Sümeyra Bulduk a [annoncé](#) qu'elle avait subi des mauvais traitements lors d'une visite à ses clients dans une prison de Tekirdağ. Bulduk représente deux anciens chefs de police emprisonnés depuis 2014 en raison de leur rôle dans des enquêtes sur la corruption en 2013 qui impliquaient des responsables gouvernementaux de haut niveau.

## MINORITÉ KURDE

**7 décembre** : Les procureurs ont [inculpé](#) Osman Şiban d'accusations liées au terrorisme. L'année dernière, Şiban aurait été éjecté d'un hélicoptère militaire après avoir été arrêté par des gendarmes et aurait été grièvement blessé.

**7 décembre** : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) d'acquitter l'ancien député du HDP Levent Tüzel qui a été jugé dans le cadre d'une enquête sur le Democratic Society Congress (DTK), l'organisation faïtière du mouvement politique kurde.

**8 décembre** : La police d'Adana a brièvement [détenu](#) l'ancien député du HDP Mehmet Ali Aslan.

**8 décembre** : La police de Şırnak a [arrêté](#) des membres et dirigeants locaux du HDP Abdullah Kaçmaz, Mehmet Miraç Dinç et Sümeyye Gök.

**8 décembre** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) la journaliste Gülşen Koçuk à un an, 10 mois et 15 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux. Koçuk est journaliste pour le site pro-kurde Jinnews.

**9 décembre** : Des rapports ont [révélé](#) que Hüseyin Gökoğlu, un politicien kurde dont la maison a été

violamment perquisitionnée par la police sans mandat la semaine dernière, a été arrêté pour un interrogatoire sur des accusations d'insulte au président.

**10 décembre** : La police de Van a brièvement [détenu](#) le distributeur de journaux Özgür Ali Ağaoğlu sans mandat d'arrêt, confisquant quelque 200 exemplaires des journaux Yeni Yaşam et Xwebûn.

**10 décembre** : La police de Mersin a [arrêté](#) 11 personnes pour avoir prétendument propagé de la propagande terroriste lors des célébrations du Newroz.

**11 décembre** : Les procureurs de Diyarbakır ont [inculpé](#) l'ancien maire de Kars, Ayhan Bilgen, d'avoir insulté le président.

**11 décembre** : La police de Şırnak a [perquisitionné](#) un siège de district du HDP, arrêtant 26 personnes, dont le directeur de district du parti, Naim İned.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**7 décembre** : [Nusret Muğla](#), un homme malade de 84 ans purgeant une peine de prison pour avoir été reconnu coupable de liens avec le mouvement Gülen, a déclaré que sa cellule de prison ne disposait pas du chauffage adéquat ou des nécessités de base lors d'un appel téléphonique à sa famille.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**6 décembre** : Les médias ont [révélé](#) qu'une prison de Diyarbakır détenait un détenu nommé Aziz Tufan dans une cellule pour une personne pendant plus de deux mois.

**9 décembre** : Un policier et un gardien de quartier à Aydın ont été [vus](#) en train de battre un jeune homme et de menacer de le tuer dans une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux turcs.

**9 décembre** : Garibe Gezer, une détenue qui avait précédemment prétendu avoir été battue et harcelée sexuellement par des gardiens de prison à Kocaeli, a été [retrouvée morte](#) dans sa cellule.

**9 décembre** : Les médias ont [indiqué](#) qu'un prisonnier nommé Kadri Katar avait été maltraité lors d'un transfert involontaire de prison de Şırnak à Erzurum. Les rapports ont également indiqué que les autorités pénitentiaires

ont ouvert une enquête disciplinaire sur Katar et ont imposé une interdiction d'un mois sur les droits de visite.

**9 décembre** : La Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV) et l'Association des droits de l'homme (İHD) ont [signalé](#) que 415 personnes ont été torturées dans des prisons et des centres de détention au cours des 11 premiers mois de 2021.

**10 décembre** : La police de Şırnak a [agressé](#) physiquement une personne qui a réagi au stationnement d'un véhicule blindé de police devant son magasin.

**11 décembre** : L'avocate Sümeyra Bulduk a [annoncé](#) qu'elle avait subi des mauvais traitements lors d'une visite à ses clients dans une prison de Tekirdağ. Bulduk représente deux anciens chefs de police emprisonnés depuis 2014 en raison de leur rôle dans des enquêtes sur la corruption en 2013 qui impliquaient des responsables gouvernementaux de haut niveau.

## DROITS DES FEMMES

**9 décembre** : Un procureur d'Ankara a [demandé](#) une réduction de peine pour Fedai Varan, un homme qui a tranché la gorge de son ex-femme en plein jour en 2019, invoquant une « bonne conduite » et une « provocation ».